

<b>Ville de Bruxelles : compte rendu de la concertation locale du 06 février 2015</b>
---

## **PRESENTS**

### **MEMBRES DE DROIT : 8 membres présents**

- **Ville de Bruxelles** : Madame Faten Alamat : Cheffe de Cabinet de Madame Faouzia Hariche, Echevine de l'Instruction Publique de la Jeunesse et de la petite enfance, en charge de la Cohésion Sociale.
- **Cocof** : Monsieur Philippe Sterckx, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale
- **Cocof** : Monsieur David Cordonnier, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale
- **Cocof** : Monsieur Vincent D'Ostuni, Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale
- **Cracs** : Monsieur Alexandre Ansay, Coordinateur au Centre Régional d'Appui en Cohésion Sociale
- **Cracs** : Madame Vandooselaere Sarah, Centre Régional d'Appui en Cohésion Sociale
- **Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles** : Madame Ben Amar et Monsieur Bouhout

### **MEMBRES OPERATEURS DE LA CONCERTATION LOCALE : 28 membres présents**

ASE Anneessens, Arthis - La maison culturelle Belgo-roumaine, Caria, Centre Bruxelles Nord-Maison de la Création, Centre social du Béguinage, Centre Tefo, Centre de réflexion Francisco Ferrer, Chom'Hier, Club de Jeunesse, Don Bosco Téléservice, Double Sens, Emecoj, Entraide Bruxelles, Entraide des Marolles, Formosa, Foyer des jeunes des Marolles, Groupe d'Entraide scolaire de Laeken, Interpôle, Jeunesse à Bruxelles, Le Colombier, Les Amis des bibliothèques de la Ville de Bruxelles, Les Ateliers populaires, Maison des jeunes le 88, Maison des Associations, MJ Avenir, MJ NOH, Mini-Anneessens, Progrès ASBL, Swinnen ASBL

### **MEMBRES ASSOCIES DE LA CONCERTATION LOCALE : 3 membres présents**

Bruxelles Laïque, Dignité Rom, Eurêka Aide et soutien !

### **MEMBRES INVITES DE LA CONCERTATION LOCALE : 9 membres présents**

Centre Lorca, CPAS de Bruxelles, Cultures et Santé, Espace social Télé-service, IStudio, Journal intime de quartier, Lire et Ecrire Bruxelles, Mémosource, Service d'Interprétariat Social de Bruxelles Accueil

## **EXCUSES**

Amo de Noh, Centre Bruegel, Entraide, Les Ateliers du Soleil, La Ribambelle Halte accueil de la Senne, Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente, Le Toucan

## **ABSENTS**

Néant

## **Programme du jour :**

- 1- Adoption du PV de la concertation locale du 17 octobre 2014
- 2- Renon de l'Asbl le Toucan et proposition de réattribution de l'enveloppe budgétaire 2015
- 3- Séances questions-réponses: Appel à projets Cohésion sociale, quinquennat 2016-2020
- 4- Lunch convivial

### **1- Discours de bienvenue et réattribution de l'enveloppe budgétaire suite au renom de l'asbl le Toucan**

Madame Faten Alamat, Cheffe de Cabinet de Madame Faouzia Hariche, Echevine de l'Instruction Publique de la Jeunesse et de la petite enfance accueille les membres de l'assemblée du jour. L'enveloppe budgétaire 2015 de l'Asbl le Toucan sera répartie comme suit :

- **4.000,00 EUR** à l'ASBL Centre de Réflexion Francisco Ferrer
- **4.000,00 EUR** à l'ASBL Entr'Aide
- **7.765,04 EUR** à l'ASBL Quatre-vingt-huit (Le)

### **Motifs:**

**Entraide** : située dans le quartier Senne (les cinq blocs), l'association est renforcée en raison de la fermeture de l'Asbl Le Toucan qui réduit l'offre en soutien scolaire dans le quartier Dixmude-Béguinage. Renforcer l'Asbl Entraide compense alors la perte en soutenant une action de soutien scolaire à proximité du quartier Dixmude-Béguinage.

**Centre Francisco Ferrer** : la volonté de renforcer les « ateliers de la réussite » n'est pas seulement liée à la cohésion sociale mais à une problématique plus générale : l'échec scolaire. Les enseignants et les acteurs scolaires constatent une faiblesse générale en 'français' chez les jeunes qui fréquentent l'enseignement fondamental. Le capital « mots » est trop pauvre, ce qui impacte directement sur l'ensemble des matières transmises à l'école. Renforcer les « ateliers de la réussite », c'est augmenter le capital linguistique, améliorer l'apprentissage du français de ces élèves en vue de soutenir la transmission des matières à l'école.

**Maison de jeunes le 88** : située dans le quartier des Marolles, la *Maison de jeunes le 88* est une association qui dessert quotidiennement les adolescents du quartier. Plus généralement, on constate que le travail avec les jeunes est déficitaire sur le territoire communal comme dans le quartier des Marolles. Il faut donc renforcer ce type de compétence.

Par ailleurs, ces trois projets sont effectifs et évalués positivement par la coordination

**Don Bosco Télé-Service** : interpelle les autorités compétentes présentes sur les modalités de réaffectation de l'enveloppe budgétaire : « dans le passé, les associations étaient mises au courant de la réaffectation budgétaire avant de la proposer en concertation locale »

**Madame Alamat** : réplique que la commune n'a connu qu'un seul cas d'espèce : le renom de l'ASBL Solidarité. Les autorités communales avaient opéré de la même manière, aucun appel à projets n'avait précédé la proposition de réaffectation budgétaire.

**Vote attendant à la proposition communale** : favorables à l'unanimité avec 28 voix positives.

Madame Alamat passe la parole à Monsieur Philippe Sterckx, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale

## **2- Appel à projets : Programme quinquennal de cohésion sociale (2016-2020)**

**Monsieur Sterckx :** dans le cadre du présent appel à projets, on peut dire que les quatre grandes priorités retenues restent dans la continuité. Deux d'entre elles sont identiques (soutien scolaire et alphabétisation), même si elles sont renforcées par quelques éléments supplémentaires. La logique est bien de consolider ces deux priorités. La troisième priorité « citoyenneté interculturelle » est également dans la continuité mais a changé de nom pour éviter la confusion avec le nouveau « Décret accueil » ciblant également les primo-arrivants. Cette troisième priorité couvre deux axes : « permanence sociale » et « module d'initiation à la citoyenneté ». Enfin, la quatrième priorité « vivre ensemble » vient renforcer le dispositif mais « pas tout à fait » : il n'y avait effectivement que trois priorités dans la mouture précédente mais certaines activités reprises dans les projets transversaux, complémentaires venaient se greffer aux trois axes prioritaires en renforçant le « vivre ensemble ».

Sur base du rapport du Cracs et des différentes réactions émises lors des concertations locales, notamment celles qui dénoncent les 'contraintes du partenariat', il a été décidé de rassembler toutes ces initiatives dans une seule priorité (vivre ensemble) avec deux aspects possibles :

- la réalisation d'un projet de grande envergure qui vise à rassembler les habitants du quartier, fort d'une diffusion large et d'un quota d'heures minimales (250 heures dont 150 en présence des acteurs du quartier) ;
- diffuser un 'outil' qui permette de rassembler les habitants du quartier et les autres sur les enjeux de la cohésion sociale.

Monsieur Sterckx insiste également sur un aspect important de ce nouveau décret : la question des mixités (sociale, genre, générationnelle, culturelle) avec une attention particulière sur la mixité du genre. L'égalité des hommes et des femmes est centrale. Les associations qui développent des activités mono-genrées seront tolérées mais elles devront justifier ce choix tout en inscrivant leur public dans une transition vers la « mixité du genre ». Il clôture la discussion, en présentant Monsieur Cordonnier qui reprendra ses fonctions dans les prochains mois.

**Madame Alamat :** présente les priorités communales qui compléteront les priorités régionales :

- La lutte contre le décrochage scolaire par la participation et l'implication de tous les acteurs de l'éducation (familles, écoles, associations) et par l'emploi d'un personnel qualifié.
- La mixité de genre dans les publics accueillis et les activités organisées ainsi que l'égalité homme / femme et la lutte contre les stéréotypes ...
- La responsabilisation, l'émancipation et l'autonomie des publics privilégiant les dynamiques de citoyenneté active des habitants.
- La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie...

## **3- Séance de questions et réponses**

**Coordination locale :** au regard des nouvelles exigences prioritaires et après une analyse des conventions spécifiques, il semble que la grande majorité des membres-opérateurs du contrat communal respectent le quota des « neuf heures » exigées en matière de soutien scolaire et d'alphabétisation. En revanche, en ce qui concerne la reconnaissance délivrée par l'ONE, un

grand nombre d'associations n'a pas encore cette reconnaissance. Enfin, en ce qui concerne les nouvelles candidatures, une dizaine de projets actuellement, il va de soi que leur éligibilité est conditionnelle au minimum des critères qui régissent actuellement le contrat communal. En clair, sept heures d'activités régulières en soutien scolaire, sept heures d'activités régulières en alphabétisation.

**Monsieur David Cordonnier :** dans le cadre de ce nouveau quinquennat, il y a effectivement une volonté affichée chez la Cocof de rapprocher les cadres de la cohésion sociale de ceux de l'ONE (écoles de devoirs). Ce qui explique l'attestation de reconnaissance de l'ONE en matière de soutien et accompagnement scolaire. Toutefois, un temps de transition est accordé aux associations qui ne disposent pas encore de cette reconnaissance. Elles devront l'obtenir au cours du quinquennat 2016-2020. Enfin, les structures qui accueillent les plus « grands », dispensées des exigences du décret 'Ecoles des devoirs' devront simplement le mentionner dans le formulaire d'introduction.

**Madame Alamat :** insiste auprès des nouvelles candidatures pour qu'elles se présentent à la coordination locale. Celle-ci, conjointement avec le fonctionnaire de la Cocof, feront une visite des nouveaux projets avant de statuer sur l'éligibilité de leur candidature.

**Formosa :** interpelle les autorités compétentes sur la « mixité du genre ». L'association dessert des cours d'alphabétisation exclusivement aux femmes en journée tandis que les groupes sont mixtes en soirée. Une réflexion entamée entre autres, à partir des travaux de Madame Hélène Marcelle, renforce l'association dans l'idée de préserver ces groupes « non mixtes » dans l'intérêt des femmes. Faut-il changer d'optique ? Est-ce que les groupes non mixtes organisés en soirée sont suffisants ?

Par ailleurs, durant ce quinquennat, Formosa a bénéficié d'une subvention de la Cocof pour deux projets (Alphabétisation : contrat communal, soutien scolaire primo-arrivants : contrat régional). Le manque de moyens et la volonté de rentabiliser les efforts conduisent l'association à mettre le paquet sur le projet d'alphabétisation au détriment du 'soutien scolaire primo-arrivants'. L'association est disposée à relayer ce projet à un membre opérateur éventuellement intéressé.

**Caria :** interpelle à son tour les autorités compétentes sur la « mixité du genre ». Au-delà de la dimension historique propre à l'institution, si le Caria dessert des groupes de femmes, c'est aussi en raison de la défection des hommes. Certains pays d'origine ayant privilégié l'éducation des hommes, il est normal que les femmes soient les premières demandeuses des cours d'alphabétisation. L'association est ouverte à tout le monde et pourtant seules les femmes se présentent. Comment faire ?

De même pour la constitution de l'équipe, « quand on recrute, ce sont essentiellement des femmes qui se présentent. La mixité socioculturelle est alors plus facile que la mixité du genre ».

En ce qui concerne les « activités d'appropriation » et compte tenu des nouvelles exigences prioritaires, il faudra engager des vacataires pour animer les ateliers. Comment les payer ?

Aussi, l'exigence de « neuf heures » par groupe en alphabétisation va entraîner une diminution des groupes dans l'association (groupes en dessous de 9 heures ?) Que vont devenir ces apprenants ?

Enfin, en matière de formation, le budget « non marchand » ne prend pas en charge la formation des bénévoles. Est-ce qu'il y a du changement en cette matière ?

**Eurêka ! Aide et soutien :** reprend Monsieur Cordonnier sur la possibilité de déroger à l'introduction de l'attestation ONE. Dès lors que l'association dessert essentiellement des grands adolescents, faut-il introduire cette attestation ? Dans l'affirmative, comment procéder pour obtenir cette dérogation ?

**Monsieur Cordonnier** : réplique en signifiant qu'il suffit de le mentionner dans le questionnaire. En ce qui concerne la « mixité du genre », vaste débat, mais la volonté du Gouvernement Francophone de la Région Bruxelloise appuyée ici, par les priorités communales, est d'aller vers plus de mixité. La cohésion sociale c'est « vivre les uns avec les autres et non pas vivre les uns à côté des autres ». Donc, nous fixons l'objectif des quatre mixités tout en comprenant que sur le terrain, il est parfois difficile de les rencontrer, surtout dans les actions d'alphabétisation où les femmes sont confrontées à des habitudes culturelles, à la pression de l'entourage ou alors, elles sont plus rassurées entre elles. Il ne revient pas à la Cocof de juger ces conduites mais d'avancer vers plus de mixité. C'est pourquoi le Gouvernement Francophone de la Région Bruxelloise accorde une certaine 'latitude' en ce qui concerne la mixité. En d'autres termes, les groupes de femmes « non mixtes » sont tolérés (non pas les hommes) à condition que l'association soit explicite sur ce qui est mis en œuvre dans ces groupes pour aller vers plus de mixité (à expliquer clairement dans le questionnaire). « L'entre-soi » n'est pas concevable, il faut user de la « non mixité » pour aller vers plus de « mixité ».

**Monsieur Sterckx** : en ce qui concerne la formation, il faut distinguer celle des permanents (reconnus en cohésion sociale) de celle des volontaires. Il existe pour les premiers, une aide financière (non marchand) destinée à prendre en charge leur formation. Ces moyens sont peu utilisés. Pour les seconds, un dispositif va être mis en place en partenariat avec les opérateurs bruxellois de formation pour que les bénévoles et les professionnels puissent suivre des formations renforçant leurs compétences en matière de cohésion sociale. C'est pourquoi les opérateurs associatifs ont été invités à préciser leur 'plan de formation' dans le questionnaire. Une première analyse des besoins en formation a bien été effectuée durant de ce quinquennat, elle fut malheureusement « non probante ». La Cocof espère donc que les formations répertoriées dans les questionnaires permettront d'établir un plan de formation qui profitera aux professionnels et aux bénévoles.

En ce qui concerne, la crainte à l'égard de « l'augmentation du nombre d'heures d'apprentissage en alphabétisation », elle s'explique d'abord par le manque de places à Bruxelles (plus 2.000 personnes en liste d'attente). Néanmoins, en accélérant les processus d'alphabétisation, on va libérer plus rapidement les places et donc permettre aux primo-arrivants repris sur la liste d'attente de suivre des cours. Il est possible qu'un ralentissement se fasse ressentir au début du quinquennat, mais le « raccourcissement des parcours » viendra compenser cette perte en intégrant davantage d'apprenants dans le dispositif.

En ce qui concerne, la nécessité de recruter des vacataires pour la bonne tenue des « activités d'appropriation », il suffira de le mentionner dans la « prévision budgétaire » reprise dans le questionnaire.

En ce qui concerne le projet régional, à condition qu'elle vise deux axes prioritaires différents, rien n'interdit à une association de présenter deux projets dans le cadre du contrat communal. De même, pour autant qu'une association développe un projet de cohésion sociale sur trois territoires communaux au minimum, il n'est pas impossible d'introduire un projet régional. A condition que l'axe prioritaire développé diffère de celui exécuté au niveau communal.

**Prévention Jeunes Bruxelles** : précise que dans le cadre du soutien scolaire, leur projet est développé en collaboration avec un partenaire. Est-ce que la mise à disposition d'un travailleur par ce partenaire est un frein à la reconnaissance de leur projet en cohésion sociale ?

**Entraide Bruxelles** : insiste sur l'importance des partenariats en matière de « mixité du genre ». La seule manière de brasser des publics habitués à « l'entre-soi » est de développer des partenariats qui forcent la rencontre et le partage des publics.

**Groupe d'Entraide scolaire de Laeken** : précise que le Décret « Ecoles des devoirs » s'adresse aux adolescents de moins de 15 ans. Il partage ensuite une inquiétude : à la lecture des exigences régionales et communales en matière de soutien scolaire, on a l'impression que « l'école des devoirs » est perçue comme « une école idéale ». Or, quelle est la spécificité du dispositif des « écoles de devoirs » par rapport à l'école ? Qui est garant de la réussite scolaire, « l'école ou l'école des devoirs » ?

**Madame Alamat** : si les autorités communales comme la Cocof souhaitent la professionnalisation du secteur, elles ne s'inscrivent pas pour autant dans une obligation de résultat, elles ne demandent pas non plus aux écoles de devoirs de remplacer l'école. Il s'agit de renforcer les qualifications des encadrants scolaires, limitées chez certains d'entre eux. Une chose est pourtant avérée : « quand on associe tous les acteurs qui contribuent à la réussite de l'élève, on y arrive mieux ! » L'école est garante de la réussite des enfants mais les enfants ne naissent pas égaux et n'arrivent pas égaux à l'école. Il faut donc soutenir les « dispositifs parallèles » qui renforcent l'égalité.

**Groupe d'Entraide scolaire de Laeken** : relève une seconde fois des exigences qui mettent à l'avant le suivi individuel (fiche de progression), la formation des bénévoles à la citoyenneté, le soutien à la parentalité... Où sont les moyens, comment demander à des bénévoles chevronnés et impliqués sur les questions de citoyenneté, de suivre des formations citoyennes ?

**Madame Alamat** : souligne que la plupart de ces prérogatives sont déjà mises en place, d'une manière ou d'une autre dans les associations. Encore une fois, la cohésion sociale ne vise pas une obligation de résultat, il faut tenter de rassembler les énergies, travailler ensemble. L'école manque de moyens et elle s'appuie sur les dispositifs extrascolaires. Les relations écoles-associations-familles sont complémentaires et primordiales.

**David Cordonnier** : insiste sur la spécificité des activités de soutien et accompagnement scolaire en cohésion sociale. Pouvoir vivre « les uns avec les autres » appelle des actions où les jeunes de plusieurs écoles, de milieux sociaux différents se rencontrent. C'est une perspective nouvelle pour le jeune, différente de celle qu'il vit à l'école. Par ailleurs, ces actions de soutien scolaire ne sont certainement pas dans une obligation de résultat, telle qu'elle prime dans ces structures privées qui réclament 75 euros de droit d'inscription et 35 euros de l'heure. L'accompagnement scolaire en cohésion sociale s'inscrit dans une perspective d'épanouissement du jeune et de citoyenneté. Il y a un travail sur l'acquisition des compétences mais « pas que ! ». Développement intellectuel, créativité, citoyenneté, prise de parole sont toutes des prérogatives qui font la spécificité du soutien scolaire en cohésion sociale.

**Monsieur Sterckx** : rappelle que la mise à disposition d'un travailleur ne concerne pas la cohésion sociale mais la « législation du travail ». « Vous ne pouvez pas mettre à la disposition d'une autre ASBL un travailleur de votre association ». Il rappelle ensuite aux membres présents que les moyens réservés au « Fond d'Impulsion à la politique des Immigrés » sont garantis pour l'année 2016. Administrativement, la Cocof sera dorénavant seule gestionnaire de ce dispositif sans grand changement sur le terrain : ces moyens continueront à renforcer les initiatives complémentaires des projets de cohésion sociale.

**Joseph Swinnen** : revient sur les « neuf heures d'activités d'alphabétisation » en matinée. Est-ce que les heures d'activités en soirée sont obligatoires ?

**Monsieur Sterckx** : répond que les heures en soirée ne sont pas obligatoires

**Monsieur Cordonnier** : insère une précision sur les « projets complémentaires et transversaux » évincés du Programme quinquennal 2016-2020. Ces types de projets n'existeront plus mais la Cocof encourage vivement les partenariats. Rien n'empêche une association « porteuse d'un projet » de développer un partenariat sur une « partie de ses activités » en usant de l'expertise d'une autre association. Ce partenariat sera conventionné et les moyens alloués à l'association seront alors pris en charge par le « porteur du projet ». Exemple : un projet d'alphabétisation qui collaborerait avec une autre association dans le cadre de la mise en place d'un « atelier musical ». En somme, les projets complémentaires sont vivement invités à développer des partenariats avec des associations reconnues en cohésion sociale.

**ASE Anneessens** : signifie sa volonté de reprendre l'initiative développée par Formosa avec les primo-arrivants. Il signale également que la professionnalisation des acteurs du soutien scolaire comporte un prix. Il faudra motiver les troupes, travailler avec des bénévoles pas toujours réguliers, établir les horaires, dresser une analyse des besoins... Tout cela réclame de l'énergie et des moyens. Est-ce qu'un financement complémentaire est prévu à cette fin ?

**Monsieur Sterckx** : comme déjà évoquée, l'intention du Ministre-Président est de libérer des moyens dans l'intention d'offrir un panel de formations aux associations qui souhaitent envoyer leurs permanents et bénévoles en formation. Ces formations seront collectives et développeront les compétences en soutien scolaire, en alphabétisation ou en gestion. Il n'y aura pas de moyens supplémentaires mais l'inscription à ces formations sera gratuite.

**Emecoij** : interroge les autorités compétentes sur les délais attenants aux candidatures en cohésion sociale.

**Monsieur Sterckx** : précise que le planning est établi. Les associations devront introduire leur projet pour le 27 février au plus tard, ensuite, examen des dossiers par la coordination locale et la Cocof, proposition du contrat communal en fin avril et proposition soumise à l'avis de la concertation locale. Viennent ensuite la procédure de recours pour les projets qui se sentent lésés, la transmission de la proposition communale au Conseil consultatif et au Ministre compétent en matière de cohésion sociale pour décision du collège, la décision définitive avant le 21 juillet (fin de session parlementaire), l'information définitive en fin juillet, enfin, les 5 à 6 mois prévus pour mettre en place les nouvelles dispositions.

**MJ Noh** : souligne que les nouvelles exigences recommandent de consolider le travail « parents, élèves, écoles ». Or, à Noh, il n'est pas évident de collaborer avec les écoles. Allez-vous garantir une certaine souplesse permettant de travailler avec les proviseurs ?

**Madame Alamat** : estime qu'il faut faire preuve de volontarisme mais que nul n'est tenu à l'impossible. En ce qui concerne la ville de Bruxelles, prendre contact avec le cabinet.

**Monsieur D'Ostuni** : rappelle que la dénomination « soutien scolaire » évolue actuellement vers celle de « soutien et accompagnement scolaire ». Ce changement n'est pas anodin et marque un état d'esprit. Cette définition enferme une conception de l'aide orientée sur les jeunes et les familles. C'est fondamental ! Il y a clairement une attente vis-à-vis du soutien à la parentalité, il faut redéfinir le rôle de chacun : « vous n'êtes pas là pour faire réussir les élèves, c'est une demande des parents. Il faut signifier à votre public que vous avez un Règlement d'ordre intérieur, un projet 'd'entreprise' en quelque sorte. Celui-ci doit être compris par celui qui l'a rédigé, par l'équipe en place et par le public qui fréquente vos actions. Le soutien à la parentalité est alors la pierre d'achoppement de votre travail. C'est là que tout se passera ». Quant aux exigences de 9 heures, elles ne reprennent pas que l'aide aux devoirs mais tout le reste. « Et ce

reste c'est beaucoup, c'est peut-être même votre mission prioritaire. Les jeunes ont besoin des rudiments essentiels de la culture, à vous d'en faire des citoyens actifs en classe ». Enfin, il invite les acteurs associatifs à se rencontrer localement, à partager leur expérience et leur réflexion.

**Coordination locale :** rappelle qu'il ne faut pas négliger la « dimension anthropologique » attendant au soutien scolaire. D'après les rapports associatifs, 85% des usagers du soutien scolaire résident « dans le quartier et fréquentent les écoles du quartier ». Il y a donc une dimension territorialisée de l'échec scolaire qui peut engendrer une certaine confusion. L'exigence des résultats est une demande des parents, ces derniers pris d'un sentiment « d'angoisse scolaire ». Cette demande ne doit pas se confondre avec l'esprit du Décret qui privilégie lui l'épanouissement global du jeune.

**Interpôle :** prend la parole pour faire la promotion du spectacle « Pères en scène ».

**Madame Alamat :** signifie que la coordination locale se chargera de faire circuler l'information avant de clôturer la séance.

**Coordination locale :** fait adopter à l'unanimité le PV de la concertation locale du 17 octobre 2014 avant d'inviter tout le monde à partager le lunch convivial.